

Vidéo-surveillance à Marcillac : **Ni aux poubelles, ni à l'école... ni ailleurs !**

Première victoire : suite aux actions de notre « collectif de réflexion citoyenne sur la vidéo-surveillance à Marcillac-Vallon » et des habitant.es du village, la mairie vient d'annoncer le 15 juillet qu'elle renonçait d'installer des caméras aux poubelles. Au travers d'un communiqué signé par 13 associations, syndicats et partis politiques et d'une pétition en ligne (plus de 2800 signatures), nous dénonçons depuis des mois les conditions dans lesquelles ce projet de vidéo-surveillance au niveau des poubelles et de l'école maternelle fut mené par le maire : aucune réunion publique spécifique, aucune concertation avec les associations locales concernées, et malgré ses manquements majeurs, un premier vote en conseil municipal en novembre 2020 en plein « semi-confinement ». Aujourd'hui nous invitons les habitant.es de Marcillac à venir avec nous en conseil municipal (le 3ème jeudi du mois) afin d'exprimer leur désaccord quant à l'installation de caméras à l'école Jean Auzel.

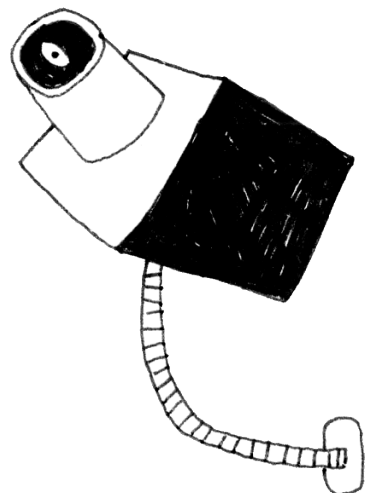
Ce projet qui met à mal la convivialité du Vallon semble le seul fait d'un maire qui use de déclarations éhontées en plein conseil municipal afin de justifier son projet. Il explique par exemple avoir reçu « *un courrier anonyme de l'association le Comité Causse Comtal dont la demande était incompréhensible* » justifiant ainsi ne pas y avoir donné suite depuis 4 mois. Cette association, reconnue dans le Vallon, expliquait pourtant qu'elle se tenait à « *la disposition du maire* », pour, « *envisager les solutions alternatives aux caméras que vous escomptez mettre en cette commune, et ce afin de régler les incivilités de tri : un thème que nous connaissons très bien* ».

La farce démocratique s'est amplifiée avec un « sondage » improvisé et intimidant organisé par la mairie lors de la distribution des sacs poubelles, avec une présentation photographique « d'incivilités » en entrant, et une question posée par les élu.es, sous forme d'injonction : « êtes-vous pour ou contre les caméras ? ». Les habitant.es venaient juste chercher des sacs poubelles...

« *La démocratie est avec moi* » claironne le maire. « *Big Brother rural* » et « *Shérif, fais-moi peur* » lui répond le journal national *20 Minutes* le 6 avril 2021. Contre toute logique, M.Périé passe donc en force. Filmer tout Marcillac ? « *Cela serait une bonne idée* », répond même l'édile en conseil municipal le 15 juillet. Était-ce une triste boutade ? Pas tellement, puisqu'il déclara ensuite que filmer les autres écoles primaires pouvait s'envisager. Cela vient renforcer la crainte d'une logique implacable : chaque fois qu'un système de vidéosurveillance est installé dans une commune (peu importe la raison donnée initialement), on constate systématiquement une augmentation du nombre de caméras d'année en année. À chaque problème soulevé ultérieurement, il sera si tentant de mettre une caméra de plus...

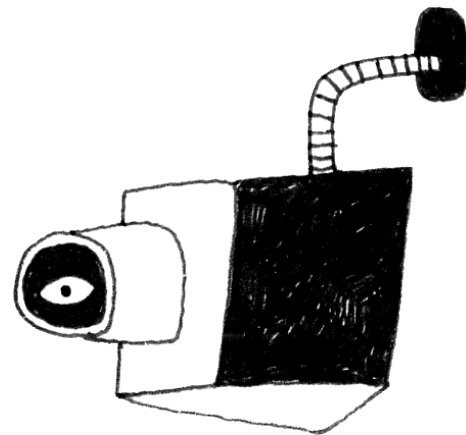
Pour une école sans caméras, quarante habitant.es mettent en demeure la mairie

Malgré l'opposition unanime des délégués de parents d'élèves de la maternelle Jean-Auzel, l'école est toujours concernée par ce projet. Devant l'absurdité d'une telle idée, plus de 40 habitant.es de Marcillac et des parents d'élèves ont choisi de se regrouper pour adresser une mise en demeure rédigée par Maître Boda, avocat au barreau de Paris. La saisine du tribunal administratif fera suite si la mairie n'abandonne pas son projet dans les deux mois. En effet, devant le refus du maire de créer une commission afin de



réfléchir ensemble aux problèmes rencontrés et de définir collectivement les solutions à y apporter, il n'y a pas d'autre choix que de prendre fermement la voie légale et administrative.

Maître Boda explique dans cette mise en demeure que *« la jurisprudence a précisé qu'une telle installation doit être nécessaire et proportionnée à la préservation de l'ordre public et n'hésite pas à annuler les installations qui sortent de ce cadre. En l'espèce, il est manifeste à la lecture de la délibération dont l'abrogation est présentement sollicitée que l'installation envisagée n'est en rien nécessaire et proportionnée à la préservation de l'ordre public au sein de la commune de Marcillac-Vallon. D'autres moyens plus classiques, et moins attentatoire aux libertés individuelles et au respect dû à la vie privée, existent et permettent à la commune de préserver l'ordre public sur son territoire »*. Il soulève également le fait que les conseillers municipaux furent mal informés au moment de voter le principe du déploiement en novembre 2020 : *« Les élus n'ont pas reçu une analyse suffisante relative à la situation de la commune en matière de sécurité publique (...) et (la délibération) ne fait état d'aucun élément relatif à la conciliation entre les exigences de sécurité et la préservation des libertés publiques »*. En effet seul l'adjudant-chef Poirier de la gendarmerie fut invité par les élu.es...



Dans un article du journal national *Vice* consacré en grande partie aux caméras de Marcillac, le sociologue Éric Heilmann affirme que *« les caméras permettent de faire l'économie d'une réflexion »*, et *« cela laisse penser que les élus font quelque chose pour les citoyens »*. Puis il ajoute que *« le seul impact des caméras est sur les électeurs et non sur les auteurs d'actes incivils, puisque dans la recherche cela fait un moment qu'on ne se pose plus la question de leur efficacité sur la délinquance. »* *« Pourtant, des municipalités comme Marcillac-Vallon risquent bien de continuer à s'équiper, animées par une peur irrationnelle qui dure depuis des siècles déjà »*, tranche le chercheur spécialisé sur la vidéo-surveillance, Laurent Mucchielli. *« Ces peurs irraisonnées viennent notamment de la vieille représentation moyenâgeuse qui voudrait que les problèmes de la ville risquent de s'étendre à la campagne, comme les épidémies par exemple. Alors, dans les territoires ruraux, on se dit : Puisque la ville a mis des caméras de partout, les délinquants vont venir ici. Donc il faut absolument mettre des caméras ! »*. Eric Heilmann insiste encore : *« S'il reste des gens qui pensent que les caméras vont régler un quelconque problème, ce n'est plus de l'ordre du rationnel. »*

Marcillac est un village serein... et vivant !

Soit, des désagréments mineurs ont lieu ici et là, pouvant occasionner des mécontentements et il faut les prendre en compte. Mais le climat d'insécurité que tente d'instaurer la Mairie n'est pas en prise avec la réalité. Son projet de vidéo-surveillance est à la fois dangereux pour le vivre-ensemble et complètement incongru. Ce village mérite mieux que des caméras où chaque habitant.e devient présumé coupable. Citoyens et citoyennes, adolescent.es, jeunes et adultes, associations, parents d'élèves, agents communaux et élu.es doivent pouvoir remédier ensemble aux soucis de la vie quotidienne, dans le cadre d'une démocratie locale.

En ces temps difficiles pour le vivre-ensemble, nous enjoignons les élu.es, qui n'en sont qu'au début de leur mandat, à retrouver le chemin de la raison.

Par Le collectif de réflexion citoyenne sur la vidéo-surveillance à Marcillac-Vallon, le 26 juillet.

Contact : pour nous rejoindre écrivez nous à valloncontrecameras@protonmail.com
Retrouvez nos deux premiers tracts qui détaillent tous nos arguments contre vidéo-surveillance à Marcillac ici : www.ccaves.org

Pour nous soutenir financièrement :
<https://www.leetchi.com/c/pour-un-village-sans-cameras>

